

Jean-Louis Picornell
Syndicat Ufap-Unsa Justice
Centre de détention de Roanne
Rue Georges Mandel
BP 520
42323 Roanne Cedex
j.picornell@gmail.com / 06 64 97 77 99

19 avril 2024, à Roanne

Monsieur Antoine Vermorel-Marques
Député Les Républicains
De la 5^{ème} circonscription de la Loire
Assemblée Nationale
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

Monsieur le Député,

La pénitencière va mal. Elle est même aux abois.

Depuis plusieurs années, **l'UFAP-UNSa Justice** constate une dégradation très importante des conditions de travail des personnels et surtout, elle constate un malaise profond et durable qui touchent l'ensemble des acteurs de cette administration.

Ce malaise est multi factoriel, une surpopulation carcérale sans précédent, une politique pro-détenue inquiétante et des réformes indiciaries et statutaires insultantes.

Les années passent et se ressemblent, des gouvernements se sont succédés sans que la politique carcérale n'évolue.

Alors que les faits divers violents et tragiques se succèdent, **l'UFAP-UNSa Justice** constate que la vox populi qualifie la justice de trop laxiste ou met en exergue une inaction de la police.

Cependant, jamais, ô grand jamais, la prison n'est remise en cause.

Pourtant il y a énormément de choses à dire.

Le trafic de drogue atteint des sommets en détention, sans que l'administration pénitentiaire n'agisse véritablement.

Les détenus ne sont presque plus fouillés.

Les détenus ont quasiment tous des téléphones portables, alors qu'ils sont interdits, encore une fois, en raison de l'inaction de l'administration pénitentiaire.

Le résultat est catastrophique, les détenus continuent régulièrement de harceler leurs victimes et peuvent aussi continuer leurs trafics depuis une cellule !!!

Prochainement, il sera presque impossible de mettre un détenu au quartier disciplinaire, puisqu'un projet de loi est en cours de rédaction.

Comment un si grand et si beau pays a-t-il pu tomber si bas, en victimisant les détenus et en méprisant les victimes ?

Nordalh Lelendais va devenir père en prison ... à Fresnes, on a fait du karting et les exemples sont nombreux.

Pour **l'UFAP-UNSa Justice**, il est fondamental de remettre de l'ordre dans nos détentions et de redonner un sens à l'incarcération.

Le modèle de détention français ne fonctionne pas, la récidive n'a jamais été aussi importante.

Il est tout aussi fondamental de remettre les victimes au centre des préoccupations de la justice.

Les personnels pénitentiaires sont épuisés, par les rythmes de travail infernaux, par la surpopulation carcérale, par les réformes honteuses et par une politique carcérale incohérente et dangereuse pour ses agents.

L'UFAP-UNSa Justice tient à mettre en garde nos politiques.

Si nos dirigeants continuent cette politique désastreuse, l'hémorragie continuera et les personnels continueront de fuir cette administration pendant que la délinquance prospérera et que les acteurs de terrain n'auront plus aucun matériel que ce soit en moyens ou législatifs pour intervenir.

Le laxisme de l'État en matière carcérale n'est pas acceptable.

Il faut que nos politiques comprennent que pour obtenir une société où nos concitoyens se sentent en sécurité, cela passera obligatoirement par un regard différent sur nos prisons.

L'UFAP-UNSa Justice vous demande l'abandon du projet de loi qui tente d'abolir les peines de quartier disciplinaire.

L'UFAP-UNSa Justice vous demande une vraie réforme statutaire et indiciare pour recruter des surveillants, des brigadiers-chefs pénitentiaire et des officiers, et globalement sur tous les corps qui la concernent, en concertation avec l'ensemble des organisations syndicales.

L'UFAP-UNSa Justice vous demande de repenser le métier de surveillant, aujourd'hui, il est le seul métier de sécurité où un agent peut se retrouver seul face à 100 individus avec un tel potentiel de dangerosité.

L'UFAP-UNSa Justice vous demande aussi de revoir les organigrammes des établissements pénitentiaires, les agents sont trop peu nombreux.

L'UFAP-UNSa Justice demande la création d'établissements pénitentiaires en capacité de prendre en charge les détenus les plus difficile et dangereux, avec des moyens matériels, législatifs et humains adaptés.

L'UFAP-UNSa Justice demande que la journée type d'un détenu soit repensée afin d'en cesser avec l'oisiveté, aux journées où un détenu passe son temps en jouant à la console de jeux ou à regarder la télévision.

L'UFAP-UNSa Justice vous demande aussi une vraie réforme indiciare pour les personnels administratif.

Je reste à votre disposition pour évoquer plus avant ces éléments avec vous.

Jean-Louis Picornell pour **L'UFAP-UNSa Justice**